



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Un-seul-remede-efficace-il-faut>

Un seul remède efficace : il faut adopter une économie de chômage

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 796 - janvier 1982 -

Date de mise en ligne : lundi 22 décembre 2008

Date de parution : janvier 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

RAPPELONS d'abord - pour balayer beaucoup d'arguments superflus - qu'aucun remède de traditionnel ne peut permettre de nous en sortir en restant dans le cadre de l'Économie de Marché qui a abouti à cette impasse.

Verrions-nous, sans cela, tous les pays occidentaux tenter en vain tout ce qui est imaginable contre le chômage qui les submerge, sans qu'ils aient jamais obtenu le moindre résultat positif ?

Or, tous leurs Économistes ne peuvent pas être, partout dans le monde, plus incompetents et aveugles que les nôtres. Il est des records qui sont difficiles à battre !

Concluons qu'il serait vain d'espérer aujourd'hui une solution aux problèmes aigus et urgents que nous pose la marée montante du chômage en appliquant une fois de plus l'un des palliatifs qui ont fait dix fois, dans tous les pays, la preuve de leur inefficacité.

Nous devons donc tenter de nous adapter à une situation tout à fait nouvelle créée par l'efficacité toujours plus grande du Progrès Technique qui est un générateur permanent de chômage, et il n'est pas d'autre solution que de décider la création d'un « Ordre Économique Nouveau » réservé aux chômeurs et exclusivement à eux.

Tant qu'on s'attardera à traiter le problème du chômage autrement que comme une mutation définitive d'un Ordre Économique et Social dépassé vers un nouvel Ordre Économique et Social dont les « structures sont adaptées aux possibilités de production des machines modernes, on tournera en rond dans jamais trouver la seule vraie solution. du problème, exactement comme les savants de l'Antiquité quand ils s'entêtaient à résoudre le problème, sans solution possible, de la « quadrature du cercle ».

Oui, il faut que nous soyons tout à fait convaincus que la seule porte de sortie est la création de cet Ordre Économique Nouveau, strictement réservé aux chômeurs, fonctionnant en marge de l'Économie de Marché qui survit encore de façon à peu près satisfaisante pour 90% de la population.

Si, dans ce nouvel Ordre Économique instauré pour les accueillir - qui aujourd'hui, représenterait seulement 10% de l'Économie de la France - nous mettions l'ensemble des chômeurs à même de créer, par leur travail retrouvé et organisé, et pour leur usage exclusif, le volume des biens de consommation qui leur est nécessaire, et de subsister ainsi puis très vite de prospérer, en ne coûtant plus rien à personne, existerait-il encore un problème du chômage ?

Et, puisque toute leur production leur serait réservée (à eux et à leurs familles) la production de ce nouveau groupe social ne porterait aucune atteinte concurrentielle au secteur de l'Économie Échangiste qui survit encore pour 90% des Français.

Tout ce qui précède nous amène à conclure que le seul effort efficace d'intelligence et d'imagination qui s'impose à nous est d'obtenir ce résultat. Et je vais tenter de vous démontrer que c'est possible, réalisable assez vite et même pas très difficile.

Je crois nécessaire de faire ici une remarque préalable, pour répondre par avance à une objection de principe qui vient très naturellement à l'esprit.

Tous les lecteurs de la « Grande Revue » ont compris depuis bien longtemps, je pense, que les problèmes douloureux qui se posent aujourd'hui se résoudraient comme par enchantement si l'on pouvait, d'un coup de baguette magique, remplacer toute l'Économie de marché (dépassée) par une Économie Distributive.

Je suis tout à fait acquis à cette idée, mais il faut être conscient que pour une multitude de raisons, cela reste encore du domaine du rêve.

Les Économies de toutes les nations occidentales sont étroitement solidaires et une grande majorité de leurs peuples est encore farouchement attachée aux principes de l'Économie dans laquelle elle a toujours vécu.

Si donc, du jour au lendemain, le Gouvernement français décidait de tenter ce chambardement total, cette véritable « Révolution Économique » ferait surgir de toutes parts des difficultés à peu près insolubles et des obstacles insurmontables. Cela finalement n'aboutirait à rien de constructif.

Comme il est - nous l'avons tous compris, je pense - tout à fait impossible de passer brutalement, du jour au lendemain, d'une Économie de structure échangiste, où tout se vend, s'échange contre quelque chose (monnaie ou travail), et dont le principe original est le fameux « qui ne donne rien, n'a rien », où

Un seul remède efficace : il faut adopter une économie de chômage

celui qui ne travaille pas encore ou ne travaille plus ne doit théoriquement rien recevoir..., à une économie de structure distributive, où rien ne se vend, rien ne s'échange, tout ce qui est créé ou fabriqué se distribue gratuitement, où celui qui ne travaille pas encore ou qui ne travaille plus, reçoit la part lui revenant équitablement du volume des richesses créées par ceux qui dépendent de cette Société, pour faire vivre tous les ressortissants qui en font partie..., il est tout à fait indispensable d'y travailler :

UN PLAN DE TRANSITION

Ce Plan aura pour objet de prévoir et de finir la façon la plus valable de passer, avec le moins d'obstacles et de difficultés possible, du premier état économique, au second.

Mais il est tout à fait inconcevable d'espérer un jour transformer progressivement une économie de marché en économie Distributive (ou l'inverse). Leurs conceptions et leurs structures sont non seulement différentes mais elles sont antagonistes.

Quand une Société possède un certain volume de production, elle peut décider, soit de le distribuer (selon certaines normes), soit de le vendre, elle doit choisir. Elle ne peut pas faire progressivement un peu plus ou un peu moins l'un ou l'autre.

Il faut donc renoncer à tenter une transition progressive d'une économie vers l'autre.

Par contre, rien ne s'oppose à ce que - à l'intérieur d'une économie de Marché - se crée l'embryon d'une petite économie autonome de type Distributif et qu'elle puisse progressivement s'y développer et prendre son essor.

Les dirigeants du Plan devront donc s'ingénier à ce que cette existence parallèle de la nouvelle économie Distributive ayant sa monnaie propre, ses moyens de production et ses magasins réservés uniquement à ses ressortissants, puisse vivre parallèlement et en bonne harmonie avec l'économie actuelle qui continuera à fonctionner normalement pour 90% des Français.

IL FAUT CRÉER UNE ÉCONOMIE DE CHOMAGE

Cela a été la conclusion de la Commission économique dont j'étais l'animateur. Nous avons même amenés à conclure, en poussant notre étude, que le fonctionnement de cette nouvelle petite économie Distributive avait des conséquences et une influence tout à fait favorable à l'économie actuelle.

Je n'ai malheureusement pas ici, dans un article bref, la possibilité de développer comme j'aurais aimé le faire pour être mieux compris, tout le contenu de ce « Plan de Transition » que mon ami Gaston Bergery, député de Mantes et fondateur du parti « Frontiste », dont quelques interventions à la Chambre firent sensation à l'époque, m'avait demandé en 1938. La situation était alors tout à fait comparable à celle que nous vivons aujourd'hui, et j'eus l'extraordinaire surprise de constater que les nombreux éléments que j'ai pu retrouver d'un rapport que j'avais élaboré à son intention, sont en 1982, tout à fait actuels.

Nous préconisons le regroupement dans une Régie Autonome d'économie Distributive de tous ceux que l'économie de Marché s'avère incapable de faire survivre de façon satisfaisante. Les responsables du Plan auront donc à définir les normes précises de cette nouvelle petite Société et tous les détails de son fonctionnement.

Il convient d'insister une fois encore sur le fait que cette petite économie d'un type nouveau sera réservée uniquement à tous les chômeurs et à leurs familles, et que cela ne concerne encore que 10 % de la population.

Il sera, en effet, infiniment moins difficile d'en concevoir et d'en élaborer les cadres et le fonctionnement que s'il s'agissait d'en concevoir et d'en déterminer les normes pour un grand pays.

Mais il est évident que tous ceux qui survivent encore dans l'économie actuelle, s'inquiéteront de voir créer, parallèlement à la leur, cette petite Société d'un type tout à fait nouveau. Les

Un seul remède efficace : il faut adopter une économie de chômage

responsables du Plan devront commencer par les rassurer.

Les dirigeants de notre nouvelle Économie diront à tous ceux qui survivent encore dans l'Économie de marché :

- « Rassurez-vous, car toutes les dispositions sont prises pour que le fonctionnement de notre petite Économie ne porte aucun préjudice à l'Économie de Marché dans laquelle vous vous débrouillez encore pour vivre. »

« Ne croyez surtout pas que nous ayons intérêt à vous convaincre que vous êtes dans l'erreur et que nous avons enfin découvert la vérité. Il ne s'agit pas de doctrine, il s'agit de réalités. Et, puisque vous vous débrouillez encore pour survivre assez bien dans cet ancien cadre d'Économie, nous avons intérêt à ce que vous y restiez le plus longtemps possible. »

« Notre Économie nouvelle est exclusivement réservée aux chômeurs qui vous coûtaient fort cher. Elle leur permet de produire et de se distribuer à eux-mêmes le produit de leur travail retrouvé. Ils ne vous coûteront donc très rapidement presque plus rien, ce qui sera bien favorable pour vous. Et, comme la totalité de leur production est destinée exclusivement à eux et à leurs familles, cela ne pourra vous porter aucun tort. »

« Mais, regardez bien ce qui se passera à l'intérieur de cette nouvelle petite Société. Vous constaterez probablement très vite que les conditions de vie et de travail y sont meilleures que dans la nôtre, où règne constamment un climat d'inquiétude et d'incertitude, et que le niveau de vie et les conditions de travail de nos ressortissants seront très vite préférables aux vôtres. Si bien que le jour où vous ne parviendrez que difficilement à subsister dans le désordre perpétuel de votre Économie (nous souhaitons que ce soit le plus tard possible !), vous viendrez nous trouver. Nous vous proposerons alors (que vous soyez ouvrier, cadre ou même Directeur d'entreprise), une solution qui résoudra sans doute tous vos problèmes. Et vous déciderez de vous-même si vous avez intérêt à demander votre intégration dans notre groupe.

Examinons maintenant les réalisations concrètes que devront entreprendre les responsables du Plan. Les trois données du problème qu'ils ont à résoudre sont :

1° Deux millions de travailleurs disponibles.

2° Des moyens de production très importants arrivés ou en passe de l'être.

3° Quatre millions d'êtres (les chômeurs et leurs familles) auxquels il faut donner des conditions de vie acceptables.

Existe-t-il une solution ? De toute évidence, oui.

Nous savons qu'il existe un grand nombre d'entreprises définitivement arrêtées.

D'autres ne travaillent que partiellement. Elles attendent en vain la « reprise » et leur exploitation n'est plus bénéficiaire et même en déficit.

D'autres sentent diminuer chaque jour le pouvoir d'achat de leur clientèle et préfèrent braver l'échec de leur exploitation.

Ce que je dis ne vise pas seulement les entreprises industrielles et commerciales, j'y inclus certaines exploitations agricoles. Combien de propriétaires en France ont une exploitation à peine équilibrée ? Combien de centres d'élevages, combien d'industries agricoles, laiteries, fromageries, etc... ne couvrent leurs frais qu'à coups de primes et de subventions ?

C'est cette situation, que les dirigeants du Plan auront à étudier pour en tirer le meilleur profit.

C'est ici que les techniciens de ce genre de travail, les virtuoses de l'ordinateur, auront à nous prouver leur efficacité. Et, c'est finalement sur le rapport de ces techniciens, que les responsables de la « Régie Administrative de l'Économie de Chômage », à qui appartiendront tous les pouvoirs supérieurs, décideront :

1° de remettre en marche, avec l'aide de la main-d'œuvre en chômage, certaines entreprises arrêtées et continueront à faire fonctionner des affaires parfaitement viables qu'une gestion maladroite a placées dans une situation financière inextricable (cas de Manufrance, il n'y a pas si longtemps) ;

2° de répartir et distribuer les biens et produits ainsi fabriqués entre les 4 millions d'êtres actuellement privés de ressources ;

3° de définir les normes de répartition, en allouant à chaque ressortissant de cette Société une monnaie-consommation. Le montant exact versé à chacun sera déterminé selon certains

principes d'achever avec le plus grand soin. Nous n'avons malheureusement pas, ici, le loisir d'en débattre. Le travail sera réparti entre les membres de la Société, en tenant compte de leur spécialité et de leur âge, et la production des entreprises remises en activité sera gérée par un « Plan » bien étudié et aussi rigoureux que possible.

Mais avant d'opposer sur l'existence nécessaire de ce Plan, je voudrais souligner, par un exemple clair et concret, un avantage indéniable qui résultera de la coexistence des deux économies et des deux monnaies. Cette situation, toute nouvelle et spéciale, mérite en effet qu'on puisse en apprécier quelques conséquences.

En ce qui concerne la mise en place de notre nouvelle économie de chômage, ses répercussions sont tout fait favorables. Elle permettra de convaincre ceux qui, dans un avenir pas très lointain vont recevoir la presque totalité de leur indemnité de chômage, dans cette nouvelle monnaie, des avantages réels qu'elle leur apportera et de les accoutumer progressivement à son utilisation.

Au début de la mise en place de tout ce, nouveau système, la Régie sera certainement amenée à prendre les décisions suivantes :

Lorsqu'elle aura seulement organisé les premières productions de son mariage elle ne pourra naturellement mettre à la disposition des chômeurs qu'un volume total de produits fabriqués qui ne représentera qu'un faible pourcentage de leurs besoins. Prenons un exemple concret pour bien comprendre comment les choses se passeront :

Si la Régie n'a pu mettre en fabrication et en vente, pour les deux premiers mois, qu'une production n'atteignant encore que 20 % de leurs besoins, elle versera aux chômeurs 20 % de leur indemnité en monnaie-consommation et le solde (80 %) en monnaie du marché libre, comme avant. Ceux-ci pourront donc continuer à se procurer, comme ils le faisaient jusqu'ici, dans les magasins de ce marché, la diversité des biens qu'ils ont l'habitude de consommer, et ils réserveront les 20 % qu'ils ont touchés dans cette nouvelle monnaie, qu'ils ont pour la première fois entre les mains (monnaie d'aspect tout fait différent) pour acheter éventuellement les marchandises qui leur plairaient (parmi les premières productions que la Régie leur propose) dans les comptoirs de vente de la Nouvelle économie, où seuls ont accès les porteurs de cette nouvelle monnaie-consommation. Les chômeurs y trouveront donc des biens de première nécessité qui, fabriqués en économie fermée, pourront être étiquetés strictement à leur prix de revient (puisque, dans ce secteur, personne ne pratique aucun bénéfice intermédiaire entre la fabrication et la vente).

Mais, surtout dans les débuts, la Régie devra majorer sensiblement ses prix de vente (tout en restant un peu inférieurs à ceux pratiqués dans le marché libre) pour pouvoir amortir plus vite le capital de départ investi et surtout pour que ces prix ne soient pas trop brutalement inférieurs à ceux des mêmes marchandises vendues dans le marché libre. Cela risquerait, en effet de déclencher des réactions psychologiques regrettables chez les très nombreux clients de ce très grand marché, s'ils voyaient soudain étiquetées, dans les comptoirs de la Régie, une paire de chaussures d'une certaine qualité à un prix inférieur de 50 ou 60 % par rapport à celui qui est encore pratiqué pour exactement la même marchandise de la même qualité, dans les magasins du marché libre.

Mais arrêtons-là cet exemple qui nous a remis un instant dans la réalité des problèmes concrets de nos futures réalisations, pour revenir au « Plan » dont il était question. Oui.

J'imagine que l'annonce d'un « Plan » fera - bondir certains lecteurs. Cependant, n'avons-nous pas vu, dans notre fameux régime d'économie Libérale, intervenir parfois d'habiles technocrates et, dans des cas particulièrement graves, mettre en application certains Plans... Et il faut bien avouer que quelques-unes de leurs interventions étaient indispensables pour éviter le pire. Mais, parmi les lecteurs de « La Grande Relève », l'annonce d'un Plan ne devrait soulever aucune objection, puisque leur grande majorité est favorable à l'économie Distributive qui est, par essence, une économie planifiée.

Et, pour ceux qui sont, par principe, hostiles à un Plan, j'ajouterai ceci :

Quand tout va bien et que tout le monde travaille à plein temps, je crois qu'il est préférable de ne pas trop intervenir, mais quand tout va très mal, comme aujourd'hui, et que l'on n'a le choix qu'entre deux solutions :

- soit, laisser les choses aller comme elles vont, c'est-à-dire laisser glisser petit à petit les finances de la France vers la faillite et assister à la désagrégation dans la violence de tout notre Ordre Social,

Un seul remède efficace : il faut adopter une économie de chômage

- soit, mettre en application un « Ordre Nouveau », même s'il impose l'adoption d'un « Plan », mais seulement pour un très petit groupe humain (10% de la population), ce qui ne nécessite aucun chambardement profond et ne change absolument rien pour 90% des Français,

Il ne faut pas hésiter à tenter l'expérience.

CONCLUSION

Il ne faut pas nous imaginer que notre « Économie de chômage » sera tout de suite une solution idéale, mais elle est d'autant plus perfectible qu'elle sera au début d'une importance assez réduite. Ce genre de Sociétés n'a encore, il faut le reconnaître, jamais été, dans ses applications, tout à fait satisfaisantes partout où l'expérience en a été tentée. Mais il faut avouer que la plupart des conditions indispensables à la réussite de l'expérience ont été systématiquement refusées ou négligées. Cela ne me paraît pas suffisant pour que nous en tirions une conclusion tout à fait positive pour nous. Mais cependant, avec une ferme volonté d'aboutir à un résultat tout à fait positif, de la part de ceux qui auraient la tâche délicate de la réaliser, elle pourrait devenir, je pense, le petit modèle expérimental d'une Société bien adaptée à l'amélioration constante du progrès technique, où enfin, l'augmentation de rendement du mécanisme se recroisera toujours en amélioration du niveau de vie, en « libération réelle » des travailleurs, en augmentation de leur bien-être et de leurs loisirs.

Cette petite Société, ne portant aucun préjudice au secteur économique encore très large (90 % de la population) qui se défend encore tant bien que mal dans l'échangisme, pourra servir de « Test », et sera toujours prête à accueillir tous les nouveaux changements que continuera à engendrer, comme « trop-plein », le secteur libéral.

Ses investissements continus dans des machines toujours plus performantes, privera obligatoirement de leur travail près de 300 000 ouvriers, employés et cadres par an. Notre « Économie de chômage », bien rodée, n'aura aucun mal à les intégrer en leur assurant immédiatement des conditions de vie et de travail tout à fait favorables.

Ainsi, petit à petit, à la cadence que dicteront les circonstances, pourra se faire, harmonieusement et sans bouleversements, le passage progressif de l'Économie Traditionnelle d'un grand pays occidental, à passer par les évolutions, vers une Économie Nouvelle qui semble bien y être, aujourd'hui, la mieux adaptée : « L'Économie Distributive ».